



Comité Hygiène et Sécurité – Conditions de Travail (C.H.S.-C.T.) du 05 novembre 2020  
Compte-rendu Solidaires Finances

**1 Point COVID**

**Télétravail :**

Solidaires Finances a rappelé que la circulaire du 29 octobre relative à la continuité du service public dans les administrations et les établissements publics dans le contexte de dégradation de la situation sanitaire prévoit que « *le télétravail est dorénavant la règle pour l'ensemble des activités qui le permettent. Les agents dont les fonctions peuvent être exercées totalement ou principalement à distance doivent impérativement être placés en télétravail cinq jours par semaine* ». Pour les autres, « *l'organisation du service doit permettre de réduire au maximum le temps de présence pour l'exécution des tâches qui ne peuvent être réalisées en télétravail.* »

A la DRFIP 13, nous sommes loin du compte, notamment par manque de matériel et contrairement aux annonces politiques les agents n'ont pas été placés en télétravail cinq jours par semaine. (sauf les agents en situation de fragilité ).

**Nous rappelons que le télétravail doit se faire sur la base du volontariat, aucune obligation ne doit être imposée aux agents .**

Nous sommes revenus sur le flou qui règne actuellement sur la possibilité pour les agents déjà dotés d'équipement adéquat de se voir octroyer plusieurs jours de télé-travail hebdomadaires.

Nous avons à nouveau demandé une communication claire et transparente , et en particulier une statistique faisant ressortir le nombre de télétravailleurs et le nombre de jours télétravaillés (1, 2, 3, 4 ou 5 jours).

Une audio conférence est prévue entre la Direction et les chefs de service le vendredi 6 novembre afin de faire le point sur la question.

La Direction s'est engagée à aller le « plus loin possible » dans la mise en place du télétravail.

Nous sommes revenus sur la situation des vérificateurs placés par la Direction comme télétravailleurs alors que ceux-ci ont toujours été exclus du télétravail. La Direction a répondu que cette décision est complètement liée à la crise sanitaire. Il lui est nécessaire de savoir qui est présent au bureau pour des raisons de sécurité sanitaire. Pour Solidaires Finances, il s'agit de « gonfler » les statistiques du nombre de télétravailleurs, d'un côté on comptabilise des agents « nomades » en télétravailleurs, de l'autre, il est refusé le télétravail à certains agents.

**Le nettoyage des locaux :**

Nous avons fait référence au Guide : « Je travaille au bureau » qui préconise afin de « Se protéger soi-même et protéger les autres », le port du masque, le lavage régulier des mains et le nettoyage des équipements individuels (clavier, souris, téléphone ...) avec des produits désinfectants.

Nous avons dénoncé le fait que certains agents sont obligés d'apporter leur propre produit désinfectant. Nous avons demandé que chaque agent en soit doté individuellement.

**Nous ne pouvons accepter que l'application de certaines mesures sanitaires subisse une forme de relâchement, Solidaires Finances a exigé que les prestations incluses dans les marchés de nettoyage et les avenants COVID soient réellement effectuées.** Les Directions doivent contrôler les obligations des entreprises prestataires, le nettoyage des locaux et des surfaces : poignées de porte, rampes d'escalier, toilettes, digicode...

### **Horaires décalés :**

Il a été rappelé que tous les agents peuvent désormais travailler en présentiel à partir de 7h jusqu'à 19h30. A ce sujet, nous avons fait état des difficultés que pourraient rencontrer certains agents de Borde qui disposent d'un badge pour une sortie programmée au plus tard à 19 heures.

La Direction nous a indiqué que ces agents doivent se faire connaître auprès de la Division Logistique.

### **Jour de carence**

Solidaires Finances a rappelé dans sa déclaration liminaire son opposition au jour de carence. **Nous avons demandé son abrogation définitive et, dans l'immédiat, la prolongation de sa suspension.** S'agissant d'un sujet national la Présidente n'a pu nous répondre sur ce point.

### **2 RETEX (retour d'expérience) travaux amiante à l'INSEE :**

Le coordonnateur national amiante a commenté le compte-rendu de ce RETEX.

En 2018, un chantier de désamiantage dans l'immeuble de la Direction régionale de l'INSEE PACA Menpenti a été interrompu après la découverte de produits et matériaux amiantés non repérés en amont. Suite aux interventions de l'intersyndicale en CHS-CT Ministériel, un retour d'expérience (RETEX) sur ces travaux a été organisé en 2019. Le RETEX est un processus de réflexion mis en œuvre pour tirer les enseignements positifs et négatifs de projets en cours ou terminés. Celui-ci s'est déroulé sur deux jours (les 29 mai et 11 juillet 2019) sous la direction du coordonnateur national amiante, outre les représentants des personnels étaient présents le chef de bureau SRH3B, la Direction de l'INSEE, l'inspectrice santé et sécurité au travail (ISST) PACA corse, l'ISST de Normandie Eure et Loir (expert amiante).

A l'issue de ces réunions, des recommandations ont été faites aux différentes directions présentes au CHS-CT : Bonne application du guide de conduite de projet, information du CHS-CT, importance de la qualité de la phase de repérage amiante avant travaux, visite préalable avant travaux en présence des représentants des personnels en CHS-CT, conditions de relogements temporaires des agents ...

Le GT national CHS-CT Ministériel doit valider une fiche de bonnes pratiques en matière de visite préalable avant travaux . Un deuxième document qui répondrait à la question « qui fait quoi ? » est également en cours d'élaboration...

**Plus que jamais, Solidaires Finances veillera à ce que cette « bonne pratique » essentielle pour la protection des agents soit bien mise en œuvre dans les nombreux travaux prévus par les Directions. Les représentants Solidaires Finances continueront d'être présents et actifs, en exigeant les plans de prévention élaborés en lien avec le CHS-CT partout où ont lieu des travaux avec présence d'amiante.**

### **3 Point sur « Bercy vert »**

La démarche « Bercy Vert » traduit les engagements du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance en matière de transition écologique, pour réduire l'impact environnemental de son activité. **Pour Solidaires Finances, l'urgence est d'abord de régler les problèmes de chauffage et climatisation du département.**

**Les agents attendent de leur direction qu'elle s'occupe des infiltrations, des problèmes de ménage, des normes électriques, des huisseries, des remontées d'égout ...**

Pour notre Direction, aucun projet n'est abouti. Dans le cadre du plan de relance, cinq projets ont été proposés à la Direction Générale (changement du système chaud / froid sur Marseille Borde, remplacement de la chaudière à Martigues, changement du système chaud / froid et des ouvrants sur Marseille Saint-Barnabé, remplacement de la chaudière et d'une partie des ouvrants à Aubagne, changement des deux chaudières et des ventilo-convecteurs à Salon Wertheim). Pour l'instant, aucune réponse n'a été apportée par la Direction Générale pour octroyer des crédits nécessaires à la réalisation de ces projets.

#### **4 Mise à jour du Document unique d'évaluation des risques (DUERP) à la DRFiP 13**

Pour tenir compte de l'interruption des travaux du fait de la crise sanitaire, la campagne ministérielle DUERP-PAP sera établie selon le calendrier ci-dessous :

- de mi-novembre à janvier 2021 : recueil des risques, exhaustif, avec les agents pour les services,
- février 2021 : finalisation du recueil des risques par les cadres de proximité auprès des agents et transcription des risques identifiés dans l'application DUERP-PAP,
- avril-mai 2021 : réunion du groupe de travail pluridisciplinaire associant des responsables de service représentatifs de tous les métiers, les acteurs de prévention et les représentants du personnel, afin de proposer des mesures de prévention en vue de l'élaboration du programme annuel de prévention.

**Pour Solidaires Finances, le risque Covid-19 doit être intégré à la rubrique 3 « Risques biologiques et infectieux » mais doit également apparaître dans les risques psychosociaux résultant spécifiquement de l'épidémie.**

#### **5 Visite des locaux des Terres Rouges à Aubagne**

Les agents de la Trésorerie d'Aubagne retourneront sur le site des Terres Rouges, le temps des travaux de désamiantage du 1<sup>er</sup> étage du CFP d'Aubagne.

Nous avons demandé qu'une visite des locaux soit faite avant installation des agents.

Sa forme a été actée lors de ce CHS-CT, la visite sera une visite de l'ISST et du médecin de prévention, un représentant par organisation syndicale assistera à cette visite.

L'ISST fera des recommandations et des préconisations à l'issue de cette visite.

Aucune date n'a été prévue pour cette visite, la convention entre la Direction et le propriétaire des locaux (Mairie d'Aubagne) est en cours d'élaboration.

Quant à la date d'installation des agents, elle est loin d'être décidée, un problème de connexion informatique se profile déjà ...

**Ce CHS-CT n'a pu aborder tous les points à l'ordre du jour, une deuxième réunion se tiendra jeudi 12 novembre .**

**Le prochain CHS CT aura lieu quant à lui, le mardi 1er décembre, dans le contexte actuel Solidaires Finances n'a qu'un seul combat :faire vivre au quotidien une véritable politique de prévention des risques. Parce qu'il en va de la qualité de vie au travail des agents, Solidaires Finances entend mettre l'Administration face à ses responsabilités.**

**Le CHS-CT doit jouer son rôle et ne doit en aucun cas devenir une simple chambre d'enregistrement.**

**Vos représentants Solidaires Finances au CHS CT 13**

**Titulaires : Elisabeth Gonzales DRFiP, Judith Bertet DRFiP, Vincent Finkbeiner Douane**

**Suppléants : Thierry Legrand Douane, Maxime Picard DRFiP, Sylvie Raybaud DRFiP**